

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 484

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 484 18 février 1979
Seizième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs.

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Eric Baier
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley

484

Une grève sans intérêt

L'événement qui, pour la gauche européenne, est peut-être le plus important et le plus significatif de l'année écoulée, n'a suscité aucune prise de position sérieuse des milieux "concernés", aucune manifestation de solidarité d'envergure, même verbale : que peut-on espérer de cette Allemagne où la gauche est dominée par la "social-démocratie" et par l'appareil gouvernemental de Schmidt-la-matraque ?

Et pourtant la grève de six semaines des 150 000 sidérurgistes de la Ruhr, qui plus est menée dans le climat socio-économique que l'on sait, portait sur une revendication aujourd'hui essentielle : la diminution de la durée du travail — plus précisément la semaine de 35 heures — comme solution prioritaire (et non pas unique, bien sûr) au problème du chômage. Elle prouvait par ailleurs que l'efficacité de l'organisation syndicale allemande, soutenue par la combativité des travailleurs, pouvait permettre d'atteindre des résultats qui n'ont pas de commune mesure en Europe (quelle que soit la déception actuelle d'une partie des grévistes) — et le front patronal était d'autant plus dur qu'il y voyait à juste titre l'occasion d'une brèche d'importance européenne — : six semaines de vacances d'ici trois ans, et des aujourd'hui six jours de repos supplémentaires pour les travailleurs par équipe, trois jours pour les plus de cinquante ans, sans parler des salaires ni de l'importance de telles revendications pour ceux des manœuvres du tertiaire et du secondaire dont le travail est sans intérêt.

En Suisse, le renvoi de 250 000 travailleurs étrangers — un artifice qui rend présentables les statistiques nationales du chômage, mais qui aggrave singulièrement la situation économique du pays d'origine de ces indésirables — a mis notre économie au bénéfice d'un sursis,

moralement fort discutable. Mais le déséquilibre qui règne dans le monde occidental, entre production et consommation, et par conséquent entre la population en mesure de travailler et celle qui a un emploi, aura tôt ou tard dans notre pays des conséquences infiniment plus brutales qu'actuellement.

D'ores et déjà, les deux volets de la grève des sidérurgistes doivent nous être utiles. Le combat pour une diminution de l'horaire hebdomadaire, après l'échec de l'initiative pour la semaine de quarante heures, revient désormais aux syndicats. L'Union syndicale ne peut en rester aux déclarations de principe par lesquelles elle expliquait son refus d'appuyer l'initiative : à ce chapitre capital, chacun attend maintenant de l'USS et des syndicats qui la composent une stratégie globale et efficace. La campagne doit être engagée par les secteurs syndicalement les plus combattifs ou économiquement les plus florissants.

Mais le combat contre le chômage ne peut se limiter au problème de la durée du travail : soucieux de conserver dans la situation actuelle un volant de chômeurs comme garant d'une certaine docilité des travailleurs, le patronat privilégie chaque fois qu'il le peut le facteur "capital" au détriment du travail sans se soucier des "coûts externes", soit ceux que ne supporte pas l'entreprise, mais ceux qui frappent les travailleurs, les collectivités. Là, des mises au point s'imposeront.

La deuxième leçon à tirer de la grève des sidérurgistes de la Ruhr concerne l'organisation syndicale. La période de prospérité économique a provoqué dans les syndicats fortement organisés comme les syndicats allemands un certain déphasage entre les responsables, les fonctionnaires rémunérés, et la "base". Ce phénomène peut avoir aujourd'hui des conséquences graves. Dans les périodes de tension comme la grève des sidérurgistes, on voit

SUITE ET FIN AU VERSO